

Abou B. Bamba, *African Mirade, African Mirage. Transnational Politics and the Paradox of Modernization in Ivory Coast*, Athens, Ohio University Press, 2016, 297 p.

Louise Barré

Citer cet article : Barré Louise (2021), « Abou B. Bamba - African Miracle, African Mirage. Transnational Politics and the Paradox of Modernization in Ivory Coast », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/crbarre>

Mise en ligne : 7 janvier 2021

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e308>

Ouvrage court, argumentatif et dense, ce livre est une des premières histoires éditées de la Côte d'Ivoire postcoloniale, sur une période qui s'étend des années 1960 aux années 1980.

Le premier chapitre est une introduction générale sur l'histoire ivoirienne au XX^e siècle, qui a la qualité de mettre à jour les dernières synthèses disponibles sur ce pays¹ en mêlant des éléments d'histoire politique et économique. Le second et le troisième chapitre posent un cadre analytique qui sera exploité par la suite. En effet, Abou Bamba étaye ce qu'il appelle la « politique de la triangulation » (p. 51), c'est à dire ce jeu par lequel les élites ivoiriennes ont tenté de circonvenir l'objectif de mainmise économique française en faisant appel aux États-Unis. Le chapitre deux expose ainsi les principaux acteurs de cette histoire : l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer) et ses chercheurs, le haut fonctionnaire américain David E. Lilienthal, des bureaux d'études para-publics ou privés américains et français tels que la *Development and Resource Corporation* (D&R) ou la Société de développement et d'étude pour le développement économique et social (SEDES), et enfin plusieurs personnalités politiques parmi lesquelles Charles Donwahi, Henri Konan Bédié ou Mohamed T. Diawara. Dans une utile prise de distance avec son objet, Bamba rappelle que la politique étrangère américaine, essentiellement polarisée par la Guerre Froide dans la lutte contre la propagation du communisme, n'était pas pour autant incompatible avec un dessein impérialiste au sein de la sphère occidentale, manifesté par une forte rivalité avec la France pour créer de nouveaux marchés. Comme le démontre le livre, l'Afrique de l'Ouest francophone, dont la Côte d'Ivoire, était considérée comme une porte d'entrée, devenant ainsi le terrain de ces rivalités.

Le chapitre 3 examine la manière dont l'ORSTOM s'est distingué des autres institutions d'expertise pour devenir la voix reconnue et recherchée de la production de connaissances sur la Côte d'Ivoire. Bamba montre que cet organisme scientifique s'est distingué par l'exploitation

¹ Kipré Pierre (2005), *La formation d'un peuple*, Abidjan, SIDES ; Loucou Jean-Noël (2012), *La Côte d'Ivoire coloniale, 1896-1960*, Abidjan, Éditions FHB-CERAP.



de sa « bibliothèque coloniale² », c'est à dire des travaux qu'il a mené depuis sa fondation en 1943 à des fins de « recherche appliquée » pour le développement. Sa création, sous le régime de Vichy, avait eu pour but d'accentuer « la mise en valeur » des territoires coloniaux d'après les termes mêmes de Raoul Combes qui en fut un temps directeur. Cet antécédent historique de l'ORSTOM sur les autres bureaux d'études fondés dans les années 1950, et la constitution d'un réservoir de monographies, ont contribué à en faire le recours « indispensable » des plans de développement ivoirien et par conséquent à installer la légitimité de la France dans l'élaboration des programmes de développement ivoirien au-delà de l'indépendance.

Les trois chapitres suivants explorent la conception et le financement de projets régionaux : le barrage hydroélectrique de Kossou, l'aménagement du port de San Pedro dans le Sud-ouest, et enfin l'usine de canne à sucre de Ferkessedougou. Les deux premiers projets avaient été conçus sur le modèle américain de la *Tennessee Valley Authority* mis en place aux États-Unis dans les années 1930. La vocation de ces projets était proprement régionale : au-delà de la construction d'une infrastructure, il s'agissait de modifier l'économie d'une région en la soumettant à la division nationale du travail, et mettre ainsi un terme à l'économie d'autosubsistance jugée peu productive. Dans chaque cas, la mobilisation par les ministères ivoiriens des experts et financeurs français et américains donna lieu à des formes d'affrontement diplomatique, administratif et épistémologique pour imposer leurs vues et, comme le montre bien aussi Bamba, des intérêts nationaux. Ces chapitres retracent une série de petites batailles qui nous mènent des correspondances de l'ambassadeur de France à Abidjan aux archives privées d'experts américains ou encore aux rapports publiés de l'ORSTOM.

Le septième et dernier chapitre montre la poursuite de ces gigantesques projets d'aménagement, avec la construction d'un second barrage hydroélectrique sur le Bandama, ou encore l'extension du projet sucrier dans le nord. L'auteur insiste alors sur la multitude des avertissements adressés au gouvernement ivoirien contre son modèle dispendieux de développement. Bamba fait émerger aussi bien des voix connues comme celles de Samir Amin, de l'écrivain Amadou Koné ou d'Emmanuel Terray, que celles d'anonymes qui écrivent dans la presse nationale pour s'insurger contre la désertion entraînée par les grands barrages, ou encore celles de certains Orstomiens. Ces acteurs finirent par imposer l'idée au début des années 1980 que « le modèle de modernisation de la Côte d'Ivoire était problématique³ » (p. 175). Les autorités ivoiriennes n'ont pour autant pas changé de cap hormis quelques réformes tardives qui ne remettaient pas en question leur recours permanent à l'emprunt étranger. Ces investissements furent permis en effet par des prêts de la France, de la Banque Mondiale et des États-Unis, alors même que certaines de leurs institutions montraient une conscience de la faible rentabilité des projets financés, ce qui remettait en cause la possibilité d'un remboursement futur des emprunts contractés.

² Mudimbe Valentin-Yves (1988), *The Invention of Africa. Philosophie and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press.

³ Toutes les traductions en français sont de l'autrice du compte rendu.

Une bibliothèque coloniale convertie en expertise

Cet ouvrage s'insère dans une suite de travaux questionnant le rôle des sciences sociales en Afrique à l'époque coloniale et postcoloniale⁴.

Bamba rappelle d'abord que les scientifiques et les chercheurs ne produisent pas de la connaissance pour la connaissance, au contraire leur savoir est un « produit très recherché » (« *hot commodity* » p. 31). En cela l'auteur rejoint le constat qu'il existe, à partir des années 1940, une soif de savoirs pratiques sur les pays colonisés, encouragée par ce renouvellement colonial que constitue l'impératif de développement énoncé. Ce livre nous fait envisager la manière dont cette production de connaissances devient un enjeu disputé entre puissances mondiales : il parle ainsi d'une géopolitique de la production des savoirs. En effet, ceux-ci sont une ressource rare et disputée, qui permettent à l'État ou à l'institution qui les détient une capacité de s'imposer. L'ORSTOM, et par devers lui la France, fut le grand gagnant de cette compétition : « L'accès privilégié des Orstomiens aux archives dans lesquelles étaient contenues les connaissances sur la Côte d'Ivoire, en firent les principaux candidats à gagner la confiance des politiques ivoiriens » (p. 79). Les savoirs coloniaux accumulés (« *scientific capital* », p. 81) sont ainsi un outil de « séduction » (p. 45) de l'ORSTOM qui les mobilise pour devenir le premier conseiller des plans de développement ivoirien. L'hypothèse de l'auteur l'amène finalement à formuler un plaidoyer dans lequel se reconnaîtront de nombreux historiens de l'Afrique : « Les archives, en tant que lieux de mémoires, devraient être vues comme des armes potentielles à la disposition de ceux qui pourraient les construire et les utiliser » (p. 82). On comprendra à lire cet ouvrage l'importance de l'entreprise de numérisation des archives de l'ORSTOM, désormais en libre accès sur la base *Horizons*.

Si les savoirs sont une arme, que dire de ceux qui les produisent ? Dans ce livre Bamba fait des économistes, des agronomes, des sociologues et des démographes des acteurs à part entière de l'histoire du développement. Loin de disparaître derrière leurs productions, les chercheurs y apparaissent comme des animaux politiques dont les stratégies professionnelles concourent à maintenir une présence française en Côte d'Ivoire. Par exemple on y voit le célèbre géographe Gilles Sautter démembrer opportunément la méthodologie des bureaux d'études privés pour asseoir l'expertise de ses propres étudiants, ou encore le directeur de l'ORSTOM Louis Ziéglé établir une stratégie de distinction face à la concurrence de l'expertise privée et étrangère. Des exemples de patronages intellectuels, par exemple entre Jean-Claude Perrin et Hugues Lhuillier (p. 88) pour harmoniser des méthodes de recherches, apparaissent dans ce livre comme une nouvelle manière de prendre des parts sur le marché de la connaissance sur la Côte d'Ivoire. Enfin on suit des sociologues ou des géographes dans leur « activisme » auprès de l'État ivoirien pour tenter de faire passer leur conception du

⁴ Couty Philippe (1996), *Les apparences intelligibles, une expérience africaine*, Paris, Éditions Arguments ; Bonneuil Christophe (2000), « Development as Experiment: Science and State Building in Late Colonial and Postcolonial Africa, 1930-1970 », *Osiris*, 15, pp. 258-281 ; De L'Estoile Benoît (2000), « Science de l'homme et 'domination rationnelle' : savoir ethnologique et domination indigène en Afrique coloniale française » *Revue de synthèse*, 3-4, pp. 291-323 ; Sibeud Emmanuelle (2002), *Une science impériale pour l'Afrique. La construction des savoirs africanistes en France 1878-1930*, Paris, EHESS ; Bonnacase Vincent (2011), *La pauvreté au Sahel, du savoir colonial à la mesure internationale*, Paris, Karthala.

développement (chapitre 3). Un des mérites de cet ouvrage est de montrer comment des dynamiques professionnelles participent d'une politique de puissance d'un État.

Une histoire globale du développement en Côte d'Ivoire

D'autre part, Abou B. Bamba propose au lecteur une histoire globale des politiques de développement ivoirien. Ce choix manifeste peut être une forme de fatigue à l'invocation du terme *Françafrique*, dont l'usage recouvre des réalités très diverses, et qui finit par obscurcir notre compréhension des réalités ivoiriennes autant que des enjeux des acteurs locaux. Si l'auteur ne nie pas l'importance d'une mainmise française, il rend aussi aux décideurs ivoiriens une capacité d'agir en nous démontrant comment ceux-ci ont alternativement fait appel à plusieurs financeurs (américains, mais on apprend aussi italien, ouest-allemand, canadien) pour concrétiser leur projet de développement, même s'ils devaient parfois succomber, en ultime recours, au financeur français.

Cette histoire globale permet de contrer une forme d'oubli qui est le travers du biais national, en montrant comment des modèles internationaux alternatifs et concurrents à ceux qui sont mis en place par les politiques publiques, sont susceptibles d'attiser les aspirations locales voire mêmes d'influencer en réponse les politiques elles-mêmes. L'auteur nous démontre par exemple comment *l'américan way of life* a pu recueillir les aspirations d'opposants à la main mise française dès les années 1940. Un exemple saisissant est celui de l'avocat Kouamé Binzème exposé dans le chapitre deux : pour se départir à la fois de la tutelle française, mais aussi de la prééminence croissante du syndicaliste Félix Houphouët-Boigny, cet avocat interpelle les autorités américaines pour leur proposer des opportunités d'investissement. D'autres intellectuels ivoiriens tels que Harris Memel-Foté regardèrent eux du côté de la Guinée tandis que l'originalité de la décolonisation ghanéenne, un pays limitrophe, pouvait en inspirer plus d'un. Le livre nous donne à voir ce que cette « conscience comparée » (« *comparative consciousness* » p. 47), nourrie des alternatives proposées par d'autres pays, a pu susciter.

Ce livre permet en outre de mesurer combien la constitution d'interlocuteurs alternatifs aux Français relevait d'une bataille qui a parfois coûté très cher aux autorités ivoiriennes. En 1970, bien que le prêt concédé par la banque américaine EXIM présentait des conditions peu favorables pour la Côte d'Ivoire, les autorités passèrent contrat, un épisode que Bamba interprète comme la démonstration « d'une volonté de quelques membres du gouvernement de sortir l'économie ivoirienne d'une domination française exclusive » (p. 149).

Cette histoire globale d'une politique de développement permet aussi de montrer la circulation des grands projets. Bien que le terme développement soit généralement associé aux Suds, il est aussi un objectif d'aménagement territorial classique des pays du Nord, représenté par des organismes nationaux comme la Délégation Interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) en France ou par des organismes spécifiquement régionaux comme la *Tennessee Valley Authority* (TVA) aux États-Unis. C'est l'originalité de ce livre que de traiter ensemble des projets de développements sur trois espaces, pour montrer comment se construisent des modèles à l'échelle internationale, et ce que la Côte d'Ivoire a de commun avec les États-Unis, dans une tentative de

décloisonnement bienvenue. L'ouvrage donne à voir la circulation de développeurs entre la région Languedoc en France, le Bandama ivoirien et Knoxville (États-Unis). Les experts français sont eux-mêmes sujets à une forme d'impérialisme technocratique entraîné par la reconnaissance, voire la fascination, à en lire les extraits de correspondances, pour les grands projets du New Deal américain. L'hypothèse du chapitre deux est notamment de montrer que les Français ont tenté de re-nationaliser des modèles de développement américain pour continuer d'apparaître comme la source ultime de la modernisation. Ce faisant, Bamba montre aussi que ce qui est en jeu dans la circulation de ces modèles d'ambition scientifique, c'est aussi la notoriété nationale.

Géopolitique du développement

Enfin ce livre met en exergue comment le développement et les politiques de l'aide mettent en jeux des intérêts bien nationaux, et pas seulement ceux des pays récipiendaires. Ce livre contient un propos sur la responsabilité des États prêteurs et sur la manière dont les modalités d'une prise de participation au système économique mondial sont parcourues de représentations idéologiques dont la Côte d'Ivoire a particulièrement été l'objet.

L'analyse de l'impérialisme américain, comme le rappelle Bamba, a souvent contourné le continent africain. Pourtant les États-Unis n'ont pas négligé cette région pour créer de nouveaux marchés. Le chapitre quatre explore la manière dont la prise de participation financière des banques et de l'aide américaine via USAID était liée à une volonté d'ancrer la présence américaine sur le continent. La Côte d'Ivoire y bénéficiait à ce titre d'une image de « porte d'entrée » sur le reste de l'Afrique de l'ouest francophone. Les prêts américains comme français étaient associés de clauses d'achat préférentiels des équipements et des services délivrés pour la mise en œuvre du grand projet, grâce auxquels les financeurs espéraient l'ouverture d'un marché ivoirien.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle les États-Unis deviennent le premier partenaire commercial ivoirien, le pays d'Houphouët-Boigny bénéficie d'une image favorable que Bamba résume sous le terme de « miracle africain » : pourtant l'auteur déconstruit ce terme en montrant comment l'allégation de bonnes conditions économiques était moins un constat de faits qu'un postulat en fonction duquel la Côte d'Ivoire fut traitée différemment de ses voisins. En raison de ce descriptif élogieux, la Côte d'Ivoire devient ainsi récipiendaire majoritaire de prêts financiers américains (*loans*), plutôt que d'aides (*grants*) dans une proportion de 30/70 pour ce qui est des fonds américains. Autrement dit, invoquer le « miracle ivoirien » c'était jouer sur le mirage d'une particularité économique avantageuse et ainsi faire payer au gouvernement ivoirien les coûts autrement délivrés sous la forme d'aide dans d'autres pays (p. 110).

Derrière cette dénonciation des intérêts nationaux poursuivis par les puissances étrangères, on trouve dans ce livre une autre forme de vindicte quant à la nature de l'État, qui contraste avec une vision assez libérale des groupes sociaux et des individus souvent assimilés à des formes d'auto-entrepreneurs. En effet Bamba condamne fermement et à plusieurs reprises l'idéal d'intervention étatique sur la base d'une débrouillardise locale avérée dans de nombreuses études : « [Les autorités ivoiriennes] continuèrent de croire que le salut du Nord

ne viendrait que d'une série robuste de programmes opérés par le gouvernement, en négligeant le fait que l'essentiel de la croissance agricole du pays était le fait des agriculteurs plutôt que le fait de l'État » (p. 150). Derrière la critique du développement et de son européocentrisme, l'auteur questionne l'opportunité d'un État centralisé à l'initiative de ces grands projets. Dans le dernier chapitre, il explicite un peu plus une vision alternative du développement inspirée d'Amartya Sen et définie par « l'extension de possibilités propres de chacun » (« *expansion of capabilities* » p. 173). Cette représentation du développement comme opportunité individuelle nourrit l'idée selon laquelle l'État planificateur et centralisateur est nécessairement liberticide, puisque les grands projets nécessitent un degré d'autoritarisme, et sont donc peu démocratiques. On reconnaîtra ici une lecture très présente dans l'historiographie américaine, celle de James Scott et son ouvrage *Seeing Like a State* (1998). Le constat qui lie ensemble la nature du régime autoritaire d'Houphouët-Boigny et les projets régionaux de développement est un constat désabusé sur la capacité des États post-indépendance à mener une politique de développement inspirée et financée par des pays étrangers tout en correspondant à l'idéal démocratique prôné par ces mêmes financeurs.

Pour conclure, cet ouvrage propose une histoire économique et politique de la Côte d'Ivoire contemporaine, il montre l'extraversion continue de l'économie ivoirienne sous l'emprise d'une bataille d'influence entre la France et les États-Unis qui la lia autant qu'elle lui permit d'arriver à ses fins (« *tied aid* » p. 153), ce qui préfigure les conditionnalités imposées à partir de 1989 dans les plans d'ajustement structurels. Ce livre démontre l'ampleur des contraintes et des obstacles qui ont prévalu à l'autonomie des États africains au-delà de leur indépendance, en même temps que l'existence continue de voix dissidentes et d'aspirations contraires dans les milieux étudiants et intellectuels ivoiriens.

Louise Barré

LAM, Sciences Po Bordeaux (France)

Bibliographie

BONNECASE Vincent (2011), *La pauvreté au Sahel, du savoir colonial à la mesure internationale*, Paris, Karthala.

BONNEUIL Christophe (2000), « Development as Experiment: Science and State Building in Late Colonial and Postcolonial Africa, 1930-1970 », *Osiris*, 15, pp. 258-281.

COUTY Philippe (1996), *Les apparences intelligibles, une expérience africaine*, Paris, Éditions Arguments.

DE L'ESTOILE Benoît (2000), « Science de l'homme et 'domination rationnelle' : savoir ethnologique et domination indigène en Afrique coloniale française » *Revue de synthèse*, 3-4, pp. 291-323.

KIPRÉ Pierre (2005), *La formation d'un peuple*, Abidjan, SIDES.

LOUCOU Jean-Noël (2012), *La Côte d'Ivoire coloniale, 1896-1960*, Abidjan, Editions FHB-CERAP.

MUDIMBE Valentin-Yves (1988), *The Invention of Africa. Philosophie and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press.

SCOTT James (1988), *Seeing Like a State*, Yale, Yale University Press.

SIBEUD Emmanuelle (2002), *Une science impériale pour l'Afrique. La construction des savoirs africanistes en France 1878-1930*, Paris, EHESS.